

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Los-liderazgos-de-l-establishment>

Los liderazgos de l'establishment

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : dimanche 14 novembre 2021

Description :

Les leaders de l'establishment. Mauricio Macri et le vieux enjeu du pouvoir dans les universités. Quand les patrons de l'argent invitent comme « professeurs » des politiciens ayant échoués, étant responsables d'avoir ruinés des pays comme Cavalo, Aznar ou Macri, tous affublés du titre de « leaders » (...) Jorge Majfud

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comme ils aiment le mot « *leadership* », ils le marient également avec celui de « académique ». Il a également annoncé qu'il enseignerait. En fait, il n'a pas été nommé professeur (ce serait contraire aux règles), mais ils lui ont décerné une bourse de *Senior Leadership Fellow* pour partager « sa vision du leadership pour avoir mis en oeuvre des politiques de libre marché dans son pays ». Au moins, ils sont objectifs et ne disent pas « pour sa réussite économique et sociale ». Selon le système académique, il s'agit d'un poste temporaire et sur invitation, différent du processus qui durent plusieurs mois de concours et de sélection entre des centaines de candidats spécialisés dans un domaine que nécessite la sélection de chaque enseignant.

Sans doute, une autre façon de jouer avec le système. Le système des comités, avec des scores et des votes pour l'élection des enseignants dans ce pays est tout à fait transparent. Au moins plus transparent que dans presque tous les autres secteurs du marché du travail. Mais les politiciens et les porte-parole de l'Un (1 %) protestent souvent parce que les enseignants aux États-Unis ont tendance à être progressistes (45% contre 9% conservateurs). Ceci est dû à des raisons naturelles : les puissants, les propriétaires de l'argent n'ont pas besoin des idées ; ceux qui aiment l'argent et le pouvoir ne se consacrent pas non plus à l'étude ou à la recherche. Il s'agit, en règle générale, de salariés, de personnes passionnées par la recherche et non par l'accumulation pathologique du capital. Pour la même raison, il n'y a pas beaucoup de capitalistes parmi les syndicats ouvriers. Non, nous ne voulons pas tous être millionnaires ; ce que nous ne voulons pas, c'est être gouvernés par les millionnaires, les ravisseurs des démocraties au nom de la démocratie.

Mais le pouvoir n'accepte pas de ne pas intervenir sur tous les domaines, c'est pour cela que les propositions abondent pour « équilibrer » le professorat entre « gauche » et « droite », comme s'il s'agissait d'un équilibre pour masquer qu'en fait nous parlons de la politique de « ceux d'en haut » et de la politique de « ceux d'en bas ». Cela ne cesse d'être un paradoxe le fait de représenter la politique comme quelque chose d'horizontal et équilibré comme une balance, quand le pouvoir politique et économique se distribue entre le Un % et le 99 % restant. La seule chose « équilibrée » est que, pour des raisons de « combinaisons politiques » (Dieu, le patriotisme et les capitaux), les élections entre le Un % et une partie du 99 % se terminent généralement en égalité technique. Le Un % a presque autant de capital que le reste de la population, mais il sait comment l'investir.

Les universités étasuniennes invitent des figures célèbres, y compris ceux dont les échecs sont reconnus comme Macri, pour trois raisons :

- 1. Pour le marketing.
- 2. Parce que l'invité a vraiment quelque chose à dire ou qu'il s'agit d'une figure reconnue, comme « un cas d'école ». La majorité sait qu'on ne va rien apprendre de ces personnages, mais ils sont intéressés par le fait de les voir directement comment un singe épiluche une banane.
- 3. Parce qu'il y a une façon « d'équilibrer » la tendance traditionnelle du professorat de penser « différemment de nous » c'est-à-dire, différent des propriétaires de l'argent et des pays à travers la confiscation des démocraties libérales.

Où est la rupture démocratique dans les universités étasuniennes qui facilite cette troisième raison ?

D'une part, les lois scolaires sont écrites et sont votées démocratiquement par l'assemblée des enseignants, donc même une université privée à but non lucratif fonctionne comme une coopérative : sa cible n'est pas l'accumulation de capital comme n'importe quelle entreprise. Néanmoins (je l'ai mentionné dans les assemblées), de ce niveau vers

le haut, même les universités publiques arrêtent d'être démocratiques, comme le sont beaucoup d'universités latinoaméricaines et européennes où les étudiants, les enseignants et les ex-élèves ont un droit de vote pour les dirigeants. Aux États-Unis non. Ils travaillent comme Le Vatican. De même que les cardinaux élisent le Pape, le Pape choisit les cardinaux, ainsi travaillent les universités aux Etats-Unis à leur niveau exécutif : les membres du comité directeur choisissent le président et le président choisit les membres du comité directeur.

Certes, ces universités ont tendance à se faire remarquer par leurs recherches, mais cela est du au pouvoir économique (le produit du pouvoir hégémonique) qui rend possible que la plupart des inventeurs soient étrangers. Mais si nous parlons de démocratie, il n'y a aucune discussion. Ses « chapelles » exécutives sont aussi autant antidémocratiques que n'importe quelle grande compagnie ; et comme toute grande compagnie, elle se représente comme les « leaders du monde libre ».

C'est pour cela que, de temps en temps, un membre d'un directoire (beaucoup d'hommes d'affaires de poids et avec une tendance idéologique contraire au professorat et que personne n'aurait l'idée de questionner) décide de promouvoir l' « équilibre idéologique » sans compétence académique, donc il n'est pas rare que les invités pour les discours de remise des diplômes ou désignés du doigt, comme Macri, adhèrent à la même idéologie de pouvoir.

Sûrement que ces appels répétés à « équilibrer les tendances idéologiques entre les enseignants » ne s'appliquent pas aux bourses du monde, ni aux églises, ni aux directoires des grandes compagnies comme Amazon ou Facebook. Non, parce ce que toute grande compagnie est une parfaite dictature et le modèle (chaque fois j'ai moins de doutes) vient d'un système esclavagiste, supposé vaincu en 1865.

Il n'est pas rare que la machinerie médiatique insiste sur la sagesse administrative de l'homme d'affaires en tant que président, réduisant la complexité humaine d'un pays à la réalité unidimensionnelle d'une entreprise réussie. Si les entreprises prospères sont toujours protégées par les États, leur rhétorique est anti-étatique. Ils veulent éliminer l'État qui les limite mais l'augmenter dans les domaines qui les soutiennent, comme les forces de répression (police, armées) tout en maudissant et en bénéficiant des services qui leur épargnent de prendre soin de leurs employés (écoles, hôpitaux, retraites) et l'infrastructure qu'ils utilisent et dont ils abusent (rues, autoroutes, éclairage public, Internet, aéroports) tout en exigeant que les impôts soient baissés ou alors qu'ils font évader des milliards de dollars de leurs comptes offshore - un sujet sur lequel l'ancien président Macri peut faire un cours magistral .

A cause d'un simple piège linguistique, un petit « entrepreneur » qui lutte chaque jour pour payer quelques salaires se considère comme faisant partie de la même caste que Jeff Bezos et Elon Musk, et les défend davantage que ses employés. Bien que son seul pouvoir politique soit le vote, une grande entreprise a le pouvoir de faire pression sur les législateurs, d'acheter des candidats avec ses méga-dons et, comme aux États-Unis, le pouvoir d'écrire les lois que les sénateurs voteront ensuite. Et tout le monde est heureux, cependant, par simple logique mathématique, les 99% de ceux qui rêvent de faire partie du Un pour cent n'atteindront jamais l'utopie néo-féodale, parce que le système qu'ils défendent est fait pour la réussite de ce 0,01 %, ces spécialistes de détournement de tout progrès de l'humanité des ces derniers siècles et de le présenter comme leur propre mérite tout en empochant les profits de ce progrès, car presque tout à été créé par des radicaux diabolisés et des inventeurs salariés.

De même, ces « instituts académiques » ont inventé le mythe du « miracle chilien » par Pinochet, soutenu par des tonnes de dollars de Washington (peu après avoir étranglé l'économie de ce même pays car « les Chiliens avaient voté de façon irresponsable » pour Allende, selon Nixon et Kissinger). Même ainsi, ils ne pouvaient éviter les crises les unes dernières les autres, qui n'ont pas donné un Chili meilleur et même pas une croissance du PIB beaucoup plus élevée que celle d'autres pays « faillis ». Il en va de même pour le bombardement de dollars pour le sauvetage de ses marionnettes alliées, comme [Carlos Andres Pérez](#) face au [Caracazo](#) de 1989, et Macri lui-même en 2018, ainsi que le blocus médiatique et économique des « modèles en faillite ».

Alors, comme les universités des États-Unis sont des îlots progressistes dans des mers de conservatisme, les propriétaires de l'argent invitent comme « *professeurs* » des politiciens qui ont échoué ou sont responsables d'avoir ruinés des pays tels que Juan Domingo Cavallo, José María Aznar ou Mauricio Macri - tous précédés du titre de « *leader* ».

Jorge Majfud* para su [Escritos Críticos](#)

* **Jorge Majfud** est Uruguayen, écrivain, architecte, docteur en philosophie pour l'Université de Géorgie et professeur de Littérature latinoaméricaine et de Pensée Hispanique dans la Jacksonville University, aux États-Unis d'Amérique. *College of Arts and Sciences, Division of Humanities*. Il est auteur des romans « [La reina de América](#) » (2001), « [La ciudad de la Luna](#) » (2009) et « [Crise](#) » (2012) ; [LA FRONTERA SALVAJE](#) : 200 años de fanatismo anglosajón en América Latina », entre d'autres livres de fiction et d'essai.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[[El Correo de la Diaspora](#)]-><http://www.elcorreo.eu.org/Los-liderazgos-del-establishment>]. Paris, le 12 novembre 2021

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.